

Pouvoir d'emprunt

Lorsque des situations semblables sont tolérées, comment le gouvernement pourrait-il bien arriver à équilibrer son budget? Comment les Canadiens pourraient-ils bien avoir confiance en leur gouvernement? Des cas semblables se produisent tous les jours. Pour épargner quelques dollars, pourquoi ne pas baisser le chauffage ici? Tout le monde est en train de cuire. Je crois que cette chaleur émane des sources d'énergie de remplacement sur les premières banquettes d'en face, mais il n'empêche que nous voyons du gaspillage tout autour de nous.

Il y a quelques années, J. J. MacDonnell, qui était alors vérificateur général, a affirmé, avec preuves à l'appui, que le gouvernement dilapidait les fonds publics. Au cours des années, le gouvernement libéral n'a cessé d'augmenter ses dépenses et son gaspillage. Néanmoins, il ne s'en est pas rendu compte et depuis qu'il s'est fait happer par le tourbillon de l'inflation, ses dépenses grossissent de plus en plus vite.

Nous reconnaissons que le gouvernement a besoin d'argent. Là où nous ne sommes pas d'accord, c'est qu'il ne nous dit pas exactement combien il lui faut et à quoi servira cet argent. Voilà pourquoi nous sommes vraiment mécontents et voulons faire comprendre aux députés d'en face qu'ils ont des obligations envers leurs électeurs et envers tous les citoyens. Ces messieurs-dames d'en face ont les mêmes obligations envers les citoyens de Prince George que moi-même, le député qu'ils ont élu, mais ils n'acceptent pas leurs responsabilités. Si révoltante cette mesure puisse-t-elle être, tous les moutons d'en face vont l'appuyer quand viendra le temps de voter. C'est une véritable honte.

M. Fisher: Bah!

M. McCuish: La dernière fois que j'ai vu une bouche comme ça, il y avait un hameçon dedans.

Là où je veux en venir, monsieur le Président, c'est que le gouvernement demande de l'argent au Parlement sans pouvoir démontrer qu'il en a besoin. Malgré son programme des 6 et 5 p. 100, qui n'est qu'une façade, le gouvernement se contente de prêcher l'austérité au lieu de la pratiquer.

M. Laverne Lewycky (Dauphin): Monsieur le Président, je me réjouis de prendre la parole cet après-midi au sujet de l'amendement proposé au projet de loi C-143. Cet amendement de mon collègue propose essentiellement que le projet de loi portant pouvoir d'emprunt soit modifié de façon qu'il ne soit pas lu maintenant pour la deuxième fois, mais que l'ordre soit annulé, que le projet de loi soit retiré et que son objet, notamment l'objet des articles relatifs au pouvoir d'emprunt pour l'année financière se terminant le 31 mars 1984, soit renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

Je crois qu'on a déjà dit énormément de choses, même aujourd'hui, sur ce que le gouvernement nous demande de faire en tant que députés, à savoir lui faire un chèque de 19 milliards de dollars qu'il dépensera comme bon lui plaira.

Je sais que des déclarations ont été faites à la Chambre, telle celle que le secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Berger) a faite vendredi dernier lorsqu'il a dit que je n'avais qu'à consulter le Livre bleu, le budget des dépenses, pour trouver réponses à mes questions. Encore cet après-midi, le député de Kitchener (M. Lang) a laissé entendre qu'il y était bien précisé comment l'argent serait dépensé. Je n'ai pas eu l'occasion de parcourir tout le budget des dépenses. Le peu que j'aie pu vérifier me préoccupe. Je me demande bien comment le gouvernement compte dépenser cet argent; cela me tracasse.

• (1630)

On a beaucoup insisté sur le multiculturalisme et sur les initiatives du gouvernement dans ce domaine dans le discours du trône et dans d'autres discours qui ont été prononcés en trois ans, depuis le début de la session actuelle. Si je suis le conseil du secrétaire parlementaire et si je consulte les prévisions budgétaires, je constate que pour 1981-1982 les prévisions budgétaires pour le multiculturalisme étaient de 14 millions de dollars. D'après les prévisions budgétaires pour 1983-1984, les dépenses seront de \$13,720,000. J'ai de la peine à comprendre pourquoi le gouvernement a prévu une telle réduction dans un programme comme le multiculturalisme. Je suis certain que si je vérifiais au Livre bleu, je découvrirais d'autres réductions analogues; pourtant, le déficit du gouvernement a considérablement augmenté.

Les réponses qui sont données ne sont pas satisfaisantes. Raison de plus pour que le gouvernement explique ses principes, ses projets, ses objectifs et la nature de ses futurs programmes dans un budget. Il faut savoir où nous allons.

On nous a présenté plusieurs mini-budgets mais seulement un budget important dernièrement, ce qui prouve que le gouvernement est divisé. Il existe suffisamment de proverbes montrant que l'on ne peut pas tenir le coup en étant divisé. Nous avons de bons exemples. Dans le projet de loi relatif à l'impôt sur le revenu, on nous demande d'adopter une série d'expédients hétéroclites. On le fait d'une année à l'autre pour des programmes que le gouvernement compte appliquer. C'est le chaos. C'est pourquoi le gouvernement présente des requêtes peu raisonnables aux députés, il nous demande notamment d'adopter des projets de loi comme celui-ci, qui revient à donner un chèque en blanc de 19 milliards de dollars.